La République du Centre, 23 janvier 2018

SOCIAL ■ **Les surveillants du centre pénitentiaire participent au mouvement national de blocage des prisons**

Le ton se durcit à la prison de Saran

La police est intervenue hier matin pour déloger la centaine de surveillants qui bloquaient la porte d'entrée de l'établissement. Les syndicats appellent à poursuivre le mouvement aujourd'hui.

Alexandre Cherrier
alexandre.cherrier@centrefrance.com

Ils sont une centaine à se serrer les coudes, bloquant l'entrée principale de la prison. Une centaine à entonner La Marseillaise quand une colonne de policiers casqués se présente face à eux pour les déloger.

Comme samedi et comme dimanche déjà, les forces de l'ordre sont intervenues, hier matin, vers 9 h 30, pour mettre fin au blocage du centre pénitentiaire de Saran. Depuis 6 heures, les surveillants de l'établissement, mobilisés depuis plusieurs jours dans le cadre d'un mouvement national, avaient dressé une barricade de pneus et de palettes, barrant l'accès des véhicules.

FORCE. L'intervention musclée des policiers pour mettre fin au blocage s'est déroulée sans incidents. PHOTO A. C.

Violence physique et verbale

Crachats, insultes, coups : les agents pénitentiaires dénoncent la violence quotidienne dont ils sont l'objet de la part des détenus. Et pointent en particulier du doigt le problème des prisonniers radicalisés pour qui les gardiens de prison seraient des cibles au même titre que les militaires ou les policiers.

« On veut montrer à l'administration pénitentiaire qu'on n'est pas des punching-balls », résumait Christelle Godicheau, secrétaire locale du syndicat Ufap-Unsa qui participe au mouvement avec FO et la CGT.

Samedi, les organisations syndicales ont rejeté les propositions faites par la ministre de la Justice en matière d'emploi (1 100 créations de postes) et de sécurité. Les discussions ont repris, hier après-midi, à Paris.

À Saran, les surveillants ont reçu, hier matin, la visite et le soutien du sénateur PS Jean-Pierre Sueur qui s'est dit favorable à la création de « petites unités pour isoler les détenus radicalisés ». Il s'est également engagé à intervenir auprès de la garde des Sceaux si des sanctions disciplinaires venaient à frapper les surveillants, qui ne disposent pas du droit de grève.

Sanctions disciplinaires

Hier matin, une fois la porte d'entrée dégagée, la directrice de l'établissement est d'ailleurs venue rappeler les agents à leurs obligations. « Vous vous exposez à des sanctions ! », a-t-elle lancé, sous les sifflets.

Après une assemblée générale improvisée, les surveillants ont finalement accepté de prendre leur pause à 10 heures. À l'intérieur de l'établissement, deux équipes régionales d'intervention et de sécurité (ERIS) ont toutefois été spécialement appelées en renfort de Dijon pour garantir le bon fonctionnement de la prison.

Dehors une poignée de surveillants, qui n'étaient pas de service, ont continué de filtrer entrées et sorties. Un nouveau blocage est prévu ce matin si les négociations avec le gouvernement n'ont pas abouti d'ici là.

Les députées du Loiret, Stéphanie Rist et Caroline Janvier, ont prévu de rencontrer la direction et les personnels du centre pénitentiaire, vendredi matin. ■

Phoca PDF